



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



ENGAGEMENT DE RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITE

(A signer par le titulaire ou son représentant avant le début des prestations)

Relatif au respect des obligations de confidentialité et de protection des données sensibles, personnelles ou de santé, ainsi que des mesures de sécurité en vigueur au ministère des armées notamment au Service de santé des armées.

<u>MARCHE ou COMMANDE - REFERENCE</u>			
<u>Date de signature :</u>			
NOM et Prénom			
Né (e) le :		à ² :	
Déclarant avoir toute autorité pour agir en tant que :			
Au nom de la société désignée ci-contre :			

Reconnaît avoir été sensibilisé(e) aux exigences suivantes et de ce fait en avoir pleinement connaissance et m'engage à les respecter :

- 1 - Que l'autorisation d'accès aux locaux du Service de santé des armées est conditionnée à l'obtention d'une autorisation d'accès délivrée après enquête diligentée par le service de sécurité compétent, ce droit d'accès est strictement personnel, incessible et limite dans le temps ;
- 2 - Que toute éventuelle action contraire aux règles édictées doit être immédiatement signalée à la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique du Service de santé des armées et à sa voie fonctionnelle SSI ;
- 3 - Que le Service de santé des armées peut, à tout instant, demander à en contrôler sans restriction le respect de toutes les dispositions de sécurité exigées au cours des prestations contractualisées avec l'entité que je représente ;

4 - Des dispositions générales relatives à la réglementation et à la législation française en vigueur dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information et plus particulièrement à la fraude informatique, notamment les articles 323-1 à 323-3-1 du code pénal ;

5 - Des dispositions de l'instruction interministérielle n°901 sur la protection des systèmes d'information sensibles ;

7 - Des dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal relatifs aux atteintes au secret de la défense nationale ;

8 - Des dispositions de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;

9 - Avoir connaissance des articles L 1111-8, L 1111-8-1, L 1111-8-2 et L 1111-9 du code de la santé publique ;

10 - Qu'un dispositif (journalisation des notifications techniques et de sécurité) permet d'assurer la traçabilité de l'ensemble des actions menées sur les systèmes d'information utilisés dans le cadre des prestations, pour raisons de sécurité.

En conséquence, je m'engage à ce que tous les agents appelés, sous ma responsabilité, à intervenir à un titre quelconque dans le cadre de l'exécution du marché :

11 - Respectent l'obligation de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils auraient connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs activités ;

12 - Ne divulguent en aucun cas à un tiers des informations ou données tant personnelles que professionnelles qu'ils pourraient être amenés à apprendre dans l'exercice de leur mission ;

13 - Ne reproduisent, ni ne stockent, ni ne copient, ni ne diffusent, ni ne modifient, ni n'altèrent, ni ne détruisent toute information ou donnée dont ils pourraient avoir connaissance à d'autres fins que celles de l'exercice de leur mission ;

14 - Respectent le principe fondamental du « besoin d'en connaître » et ainsi ne tentent pas d'accéder, ni de reproduire, ni de stocker, ni de copier, ni de diffuser, ni de modifier, ni d'altérer, ni de détruire toute information dont ils ne sont pas supposés avoir connaissance dans l'exercice de leur mission.

M'engage à ce que tous les agents disposant d'un accès à un système d'information du Service de santé des armées et, par conséquent, d'un compte nominatif avec ou sans privilège d'administration :

15 - Ne tentent pas de connecter tout appareil électronique communicant ou non, personnel ou de la société, au système d'information sans avoir reçu préalablement l'autorisation formelle de la voie fonctionnelle SSI ;

16- Ne modifient pas sans autorisation la configuration des moyens mis à leur disposition et notamment ne raccordent pas de moyens informatiques qui n'auront pas été convenus au préalable avec le Service de santé des armées dans le cadre de la définition de l'architecture ;

17 - Ne se livrent pas à des actions mettant sciemment en péril la sécurité ou le bon fonctionnement des services, applications et moyens auxquels ils ont accès ;

18 - Ne mettent pas à la disposition d'utilisateurs non autorisés un accès privilégié aux ressources informatiques, données ou services ;

19 – Ne perturbent ni n'interrompent le fonctionnement normal du système d'information ou de l'un de ses composants ;

20 - N'installent pas, sans autorisation préalable et formelle de la voie fonctionnelle SSI (ou de son représentant) de logiciels sur le système d'information ou sur les équipements mis à leur disposition ;

21 - N'introduisent, ni ne testent, ni n'utilisent des supports informatiques ou médias dont l'origine leur est inconnue, douteuse ou incertaine ;

22 - Ne génèrent pas volontairement ou involontairement des perturbations sur les ressources du SI que ce soit par des manipulations anormales ou par l'introduction illicite de logiciels contrefaits ou piratés potentiellement nuisibles en termes de failles de sécurité ou de pollution virale.

Je déclare être pleinement conscient(e) de mes responsabilités et reconnaît avoir été informé(e) des conséquences pénales et/ou contractuelles qui pourraient résulter de la non-application des procédures et des dispositions édictées ci-dessus.

Je déclare enfin que l'administration a mis à ma disposition toute la documentation, ainsi que les moyens d'information et de communication nécessaires pour qu'aucune ambiguïté ne subsiste dans les règles ou les définitions qui apparaissent dans les engagements contractuels notamment les clauses de du marché cité en référence dont je reconnais avoir connaissance à ce jour.

A :		Le :	
Recopier ci-dessous la formule manuscrite suivante : « je m'engage »			
CACHET DU TITULAIRE		SIGNATURE	

CE DOCUMENT EST CONSERVE PENDANT UNE DUREE DE 10 ANS PAR L'ADMINISTRATION APRES LA CESSATION DES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS ENTRE LE TITULAIRE DU MARCHE ET L'ADMINISTRATION